

**LE DECODEUR HD A 5000 FCFA\***  
INCROYABLE AVEC TOUTES LES FORMULES

**ENSEMBLE CELEBRONS LE FOOT**

**CANAL+**  
EURO2020  
DIFFUSEUR OFFICIEL

# LA NOUVELLE TRIBUNE

Hebdomadaire togolais d'investigation, d'analyses, et de publicité

N° 198 du jeudi 08 juillet 2021 / Prix : 250 F CFA

**L'Olympisme fait sensation à Pagouda** P.7

P.3

**ENTREPRISE**

# IB Holding

- Mahamadou Bonkougou débarque sur le marché bancaire togolais
- Capital social : 30 milliards FCFA
- Des prises de participation dans des banques annoncées
- Quid de la BTCI ?

Après le Burkina-Faso et Djibouti où il fait ses preuves dans le domaine des finances, le magnat burkinabè, Mahamadou Bonkougou, s'annonce dans le secteur bancaire togolais. Celui qui s'est fait un nom dans les Bâtiments et Travaux Publics (BTP) sur le continent et à l'international via son Groupe EBOMAF, veut jouer sa carte dans le monde financier au pays de Faure Gnassingbé. Les banques togolaises ont désormais un concurrent qui ne semble reculer devant aucun risque.

**TEST COVID** P.4

**Le Togo passe de 40.000 à 25.000 FCFA**

**NATIONAL**

e-COMMERCE

## QNET sensibilise et met en garde

P.4

**Taux 0%**

**2 MOIS DE SALAIRE NET**

**REMBOURSEMENT : 12 MOIS**

Disponible en 24h

## PRÊT SCOLAIRE

LA RENTRÉE AVEC LE SOURIRE

DU 1<sup>er</sup> JUILLET AU 31 OCTOBRE 2021

**CORIS BANK**  
INTERNATIONAL

La Banque Autrement  
<https://togo.coris.bank>

**DJAMA 228**  
BIÈRE AMBRÉE

**SANS SUCRES  
AJOUTÉS**

LA **TRADITION** **EST**  
NOUS **RASSEMBLE**

50cl  
**500f\***

- EAU
- MALT
- HOUBLON



\*Prix de vente maximum conseillé

\*L'abus de l'alcool est nuisible pour la santé



[www.snbtg.com](https://www.snbtg.com)

**AVEC DJAMA, ON EST ENSEMBLE**

## ENTREPRISE

# IB Holding

Après le Burkina-Faso et Djibouti où il fait ses preuves dans le domaine des finances, le magnat burkinabè, Mahamadou Bonkougou, s'annonce dans le secteur bancaire togolais. Celui qui s'est fait un nom dans les Bâtiments et Travaux Publics (BTP) sur le continent et à l'international via son Groupe EBOMAF, veut jouer sa carte dans le monde financier au pays de Faure Gnassingbé. Les banques togolaises ont désormais un concurrent qui ne semble reculer devant aucun risque.

Elom ATTISSOGBE

C'est dans un avis de constitution de société que le milliardaire burkinabè donne la nouvelle via un notaire. Dénomination : IB Holding. Forme : Société Anonyme Unipersonnelle (SAU). Siège social : Lomé, quartier Tokoin Casablanca, Route de Kpalimé.

La société, immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier du Togo tenue au Greffe du Tribunal de Première Instance de Lomé, sous le numéro TG-LFW-01-2021 -B 15-00009, a pour objet, directement ou indirectement au Togo ou à l'étranger, la prise de participations dans les entreprises du secteur bancaire notamment les établissements de crédit, les établissements de monnaie électronique, les systèmes financiers décentralisés, les compagnies financières les entreprises de services auxiliaires, et toute autre entité dont l'activité serait rattachée ; la création, en qualité de maison mère, d'entreprises du secteur bancaire notamment les établissements de crédit, les établissements de monnaie électronique, les systèmes financiers décentralisés, les compagnies financières, les entreprises de services auxiliaires et de toute autre entité dont l'activité serait rattachée ; la participation active à la conduite de la politique du Groupe bancaire et à l'animation de ses filiales et succursales et notamment de manière non exhaustive la fourniture de services spécifiques, administratifs, juridiques, comptables, financiers et immobiliers aux entités du Groupe ; le montage de dossiers d'opérations financières, et plus généralement, toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, se rattachant à l'objet sus - indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension

ou son développement.

Le capital social de la société IB Holding est fixé à la somme de trente milliards FCFA, divisée en 3.000.000 actions égales de dix mille francs (10.000) CFA chacune, de même catégorie, libérées du tiers.

En ce qui concerne l'affectation et la répartition des bénéfices, l'avis précise qu'il est pratiqué sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, une dotation à la réserve légale égale à un dixième au moins. Cette dotation cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le cinquième du montant du capital.

L'Assemblée peut également décider la distribution de tout ou partie des réserves à l'exception de celles déclarées indisponibles par la loi ou les statuts. Dans ce cas, elle indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice. Ce délai peut être prorogé par le président de la juridiction compétente.

## Le board

Sont nommés premiers administrateurs de la société IB Holding pour une durée de deux ans, Monsieur Mahamadou Bonkougou, Madame Alizeta Kambou, Monsieur Nabil Tahari, Monsieur Raphaël Kambou, Monsieur Dramane Sanou, Administrateur indépendant.

Mahamadou Bonkougou est le Président du Conseil d'Administration de la société IB Holding. Monsieur Nabil Tahari est le Directeur Général.

Sont nommés commissaires aux comptes titulaires, la société anonyme La Fiduciaire d'Afrique Togo, sise à Lomé, et la société Pact Consulting Sarl, sise à Lomé, quartier



Hedzranawoé.

Sont nommés commissaires aux comptes suppléants, la société Tates & Associés, sise à Lomé, et la société Konny Afrique Togo, également en activité au Togo.

s'est avéré infructueux. Au troisième trimestre de l'année 2018, le gouvernement avait décidé de changer de fusil d'épaule.



## Vers une reprise des banques togolaises en difficulté ?

L'annonce de la constitution de la société IB Holding et la période dans laquelle elle débarque sur le marché bancaire togolais sont à l'origine de plusieurs interrogations.

Pour qui connaît l'amour du magnat burkinabè pour le risque, l'on peut facilement deviner la marche à suivre pour s'imposer rapidement et faire parler de lui sur un marché hautement concurrentiel.

Annoncé depuis des années, le processus de privatisation de la Banque togolaise du commerce et de l'industrie (BTCI) et de l'Union togolaise de banque (UTB) n'est jamais arrivé à terme, mieux,

BTCI et de donner un peu plus de temps dans la privatisation de l'UTB. Nous avons des offres qui sont en cours de revue. Il y a un comité qui a été mis en place pour nous appuyer dans la négociation dans le cadre de la BTCI ».

Seulement, deux ans après, malgré l'annulation de la fusion des deux banques, les lignes n'ont vraiment pas bougé dans le cadre de leur cession. La priorité étant la privatisation de la BTCI, le processus semble connaître un coup d'accélérateur avec l'arrivée annoncée de la société IB Holding au Togo. « Avec la situation de la BTCI, les dettes et la mauvaise gestion, il faut une entreprise solide et sérieuse pour sa privatisation », analyse un acteur financier. « A ce stade, rien n'a encore mordu. Des sociétés étrangères ont essayé de privatiser la banque, mais ça n'a pas marché. Est-ce que cette fois-ci sera la bonne ? », s'interroge notre source.

L'option envisagée était celle de la fusion des deux structures qui restent dans le giron de l'Etat, après cession de la Banque togolaise de développement (BTD) et la BIA-Togo. En mars 2019, en marge du lancement du Plan National de Développement (PND) au Togo, le ministre de l'Economie et des Finances, avait finalement déclaré à ce sujet : « nous avons suspendu le processus de fusion parce que le coût de cette fusion était assez élevé, pour un peu plus de 54 milliards de FCFA. Pour le budget de l'Etat, c'était assez élevé, mais en même temps, ce qui n'était pas dit, c'est que nous devrions privatiser dans un délai d'un an, dans les discussions qui sont en cours avec nos partenaires. Avec le Fonds monétaire international (FMI), nous avons convenu d'accélérer la privatisation de la

Selon nos informations, IB Holding serait bien partie pour reprendre la BTCI et lui donner un nouveau souffle. Après avoir réussi la croissance et l'expansion du secteur BTP de son Groupe, le Président Directeur Général d'EBOMAF, Mahamadou Bonkougou, est entré de plain-pied dans le monde de la finance en prenant, en 2018, le contrôle de la Banque de l'Habitat du Burkina Faso (BHBF) rebaptisée International Business bank en abrégé IB bank. Fort de ses succès, l'homme d'affaires burkinabè s'est donné le pari de conquérir encore l'Afrique dans le domaine bancaire.

Après IB bank Burkina Faso, IB bank Djibouti officiellement ouverte le 28 janvier 2021 sur les bords de la mer rouge, il crée IB Holding au Togo.

## ENTREPRISE

# QNET sensibilise et met en garde

Les responsables de la société QNET de la zone Afrique Subsaharienne ont rencontré les professionnels de médias hier mercredi 07 juillet 2021 pour une rencontre d'échanges.

Cette rencontre a porté sur les activités de la société QNET et les opportunités qu'elle offre à la jeunesse. Selon les premiers responsables, QNET est une entreprise d'e-commerce opérant dans la vente directe en réseau. « Nous sommes une entreprise de marketing qui vend ses produits en ligne. Nous ne sommes pas une entreprise pyramidale. Toute personne qui propose un service contraire

à ce que nous offrons est un arnaqueur », a affirmé Maxime Peti, Directrice des Relations Publiques, QNET Afrique Subsaharienne. La société QNET offre une variété de produits notamment les produits technologiques, de bien-être, de soins corporels, de santé. Elle offre également l'opportunité aux jeunes à la quête d'emploi, aux jeunes entrepreneurs une



autonomisation à travers la vente directe des produits.

« Nous offrons plus de 30 marques de produits, nous voulons permettre une autonomisation des entrepreneurs et aider les

distributeurs à construire une activité pérenne », a indiqué la Directrice des Relations Publiques.

Par ailleurs, la société met en garde les représentants véreux qui décrédibilisent QNET aux

yeux de la population. QNET n'a pas manqué de signifier les problèmes auxquels elle est confrontée, particulièrement sur le plan judiciaire, dans l'assignation des faussaires.

QNET est une société asiatique basée à Hong-Kong depuis 1998, présente dans plus de 25 pays et qui opère dans la vente en ligne. Elle est représentée par ses distributeurs au Togo.

Etonam TAMELOKPO

## BRASSERIE

# Djama 228 : La SNB présente sa nouvelle bière

La Société Nouvelle de Boissons (SNB) a officiellement lancé une nouvelle bière dénommée « Djama 228 ». Le nouveau produit a été présenté au public lors d'une conférence de presse tenue le 30 juin 2021.

Djama 228, c'est le nom de la nouvelle bière de la SNB. Le lancement a été fait à Agbodrafo dans la préfecture des Lacs, en présence des professionnels de médias, distributeurs.

Cette nouvelle bière présente une particularité selon les responsables de la société. « Le nom Djama 228 est un nom évocateur. C'est un nom qui

communiqué sur le patrimoine togolais et met également en exergue la tradition togolaise », explique Hyacinthe Amegnaglo, Directeur Commercial et Marketing de la SNB.

Djama 228 est déjà disponible sur le territoire togolais à travers les circuits de distribution, les détaillants, et au final, les consommateurs. « Après une



semaine de référencement, je suis en mesure de dire que ce produit est déjà disponible à 75

% sur le territoire togolais », a ajouté Hyacinthe Amegnaglo. Très légère et raffinée, la nouvelle bière est fabriquée sans sucre ajouté et à un taux d'alcool de 6%. Les ingrédients sont notamment l'eau, malt et houblon.

Djama 228 est disponible uniquement en verre consigné de 50 cl et commercialisé au prix de 500 FCFA.

Cette nouvelle sortie de la SNB cadre avec le premier anniversaire de la société et répond aux objectifs de ladite société, notamment avoir un portefeuille bien étoffé,

élargir la gamme de produits, augmenter la part de marché et recruter de nouveaux consommateurs.

Notons que la SNB a déjà en commercialisation sur le marché Djama Pilsner, Djama Lager, Djama Panaché et des boissons gazeuses estampillées « Chap ».

Etonam TAMELOKPO

## FRAIS DE TEST COVID

# Le Togo passe de 40.000 à 25.000 FCFA

L'information est vérifiée. Elle n'a rien d'un canular. Depuis ce mercredi 07 juillet, les frais de test Covid des personnes désirant voyager par voie aérienne sont désormais fixés à 25.000 FCFA. Une décision qui aligne le Togo sur la décision des chefs d'Etat de l'UEMOA en date du 25 mars, d'harmoniser le coût de dépistage de Covid-19.

Le Togo sort de la catégorie des mauvais élèves qui hésitaient encore à harmoniser le coût des tests Covid, conformément à la décision des chefs d'Etat de l'UEMOA. Depuis hier 07 juillet, le pays intègre la liste de ceux qui ont fait le choix de respecter cette décision.

Pour les voyageurs utilisant le transport aérien, le coût du test Covid passe de 40.000 FCFA à 25.000 FCFA. La Guinée Bissau a été le premier pays à se conformer à la décision

de l'Uemoa d'harmoniser les frais de tests Covid à 25.000 FCFA. Dès l'annonce de la mesure par l'organisation sous régionale, les autorités bissau guinéennes ont décidé le lendemain d'anticiper l'application pourtant prévue le 1er mai 2021.

Le Mali était le deuxième Etat à mettre en application la mesure communautaire

a revu à la baisse le prix des tests de dépistage Covid-19 pour les voyageurs. Les coûts



sont passés de 50.000 à 25.000 FCFA, selon une annonce du

ministère de la Santé datée du 4 mai 2021.

La Côte d'Ivoire aussi s'est arrimée aux nouveaux tarifs décrétés par l'UEMOA.

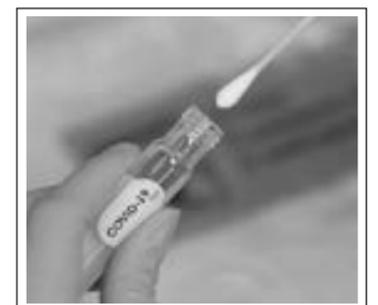
Depuis le 07 mai 2021, soit une semaine après la date recommandée, la Côte d'Ivoire est passée de 50.000 à 25.000 FCFA pour les tests des voyageurs.

Au Sénégal, c'est plus de deux semaines après la date prévue que la mesure entrera en vigueur. Le gouvernement a commencé l'application de la décision le 18 mai 2021, ramenant les frais des tests Covid-19 pour les voyageurs à 25.000 FCFA.

Les tests Covid-19 coûtaient auparavant 40.000 FCFA. A ce jour, le Bénin est le seul pays à ne pas appliquer

la décision de l'UEMOA.

Les voyageurs, au départ et à l'arrivée à l'aéroport de Cotonou continuent de payer 50.000 FCFA pour le test. Pire, le coût du test dit « VIP » (formule express, sans file d'attente avec des résultats disponibles dans les 6 ou 12 heures) s'élève à 75.000 FCFA.



TOGO : COVID-19

# Nouveau soutien de la Banque Mondiale

La Banque mondiale a approuvé un financement additionnel de 20 millions de dollars de l'Association internationale de développement (IDA) pour soutenir les efforts du gouvernement togolais à l'endroit des communautés et ménages les plus affectés par la pandémie de coronavirus (COVID-19).

Ce financement additionnel au projet Filets sociaux et services de base (FSB) servira à renforcer l'aide économique d'urgence fournie par le gouvernement togolais aux populations pour qu'elles puissent mieux faire face aux conséquences de la COVID-19.

Il permettra notamment d'élargir la couverture des transferts monétaires aux plus vulnérables et de renforcer la résilience des ménages en situation de pauvreté extrême en leur fournissant un soutien à la consommation et un accompagnement pour une meilleure inclusion économique. Ce financement

comprend également une assistance technique au gouvernement pour consolider le système de protection sociale du pays.

« La pandémie de COVID-19 a eu des conséquences économiques désastreuses sur les ménages togolais, particulièrement les personnes les plus pauvres et vulnérables », souligne Hawa Wague, représentante résidente de la Banque mondiale pour le Togo. « En permettant d'étendre les filets de sécurité sociale et d'étendre la couverture des transferts monétaires à ceux qui en ont le plus besoin, tout en accompagnant la reconstruction de leurs activités économiques



ce financement additionnel s'inscrit dans la continuité de la riposte contre la COVID-19 déployée par le gouvernement à travers le programme Novissi, et permettra au pays de mettre en place un système de protection sociale capable de réagir à d'autres chocs dans le futur. »

Le projet Filets sociaux et services de base a déjà bénéficié à 195 871 personnes, pour un objectif initial de 130 000 personnes. Parmi eux, 43 000 personnes dans 155 communautés ont bénéficié d'un meilleur accès à l'eau et 6 475 élèves étudient désormais dans des écoles réhabilitées ou nouvellement construites.

L'accès aux filets de sécurité (transferts monétaires et alimentation scolaire) a été fourni à 92 345 bénéficiaires, dont 63 436 femmes, alors que les objectifs étaient respectivement de 78 000 et 39 000.

La sous-composante alimentation scolaire a permis à elle seule de toucher 52 173 enfants, dépassant ainsi son objectif de 38 000.

Le projet FSB vient compléter les activités du projet Opportunités d'emploi pour les jeunes vulnérables (EJV) qui met en œuvre des travaux publics à forte intensité de main-d'œuvre et des activités d'inclusion économique, y compris des formations à l'entrepreneuriat et des subventions aux entreprises.

L'Association internationale de développement (IDA) est l'institution de la Banque mondiale qui aide les pays les

plus pauvres de la planète. Fondée en 1960, elle accorde des dons et des prêts à faible taux d'intérêt ou sans intérêts en faveur de projets et de programmes de nature à stimuler la croissance économique, à réduire la pauvreté et à améliorer la vie des plus démunis. L'IDA figure parmi les principaux bailleurs de fonds des 76 pays les plus pauvres de la planète, dont 39 se trouvent en Afrique. Les ressources de l'IDA permettent d'apporter des changements positifs dans la vie de 1,6 milliard de personnes résidant dans les pays éligibles à son aide. Depuis sa création, l'IDA a soutenu des activités dans 113 pays. Le volume annuel des engagements est en constante augmentation et s'est élevé en moyenne à 21 milliards de dollars au cours des trois dernières années, 61 % environ de ce montant étant destinés à l'Afrique.

TOGO

## L'inflation au plus haut niveau

De 0,8% en mars, le taux d'inflation s'est hissé à 3,8% en mai 2021 au Togo selon les données contenues dans le nouveau bulletin mensuel des statistiques publié sur son site internet par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (BCEAO). Il s'agit du taux le plus élevé depuis au moins 2013, après les 3,6% observés en décembre 2020.

Dans la région UEMOA, l'inflation se situe à 3,3% en mai contre 3,1% en avril, confirmant ainsi la tendance haussière observée depuis le début de l'année. Selon le confrère TogoBusinessNews,

elle est portée par les « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+2,2%). Avec son nouveau record national, le Togo enregistre, pour sa part en mai, le 3ème taux le plus élevé de la sous-région



après le Mali (+5,3) et la Côte d'Ivoire (+4,2).

En 2020, le taux en moyenne annuelle du pays était ressorti à 1,8% contre une réalisation de 0,7% en 2019. Une hausse

due « essentiellement » aux « tensions sur les prix des produits alimentaires en lien avec la baisse de la production céréalière lors de la campagne 2019/2020 » d'une part, et d'autre part, aux « perturbations des circuits de distribution induites par la pandémie de la Covid-19 ».

A noter que la hausse de l'inflation observée depuis quelques mois n'est ni particulière au Togo, ni aux pays de l'UEMOA. Elle pointait à 8,5% en avril au Ghana, à 18% en mars au

Nigeria, à 5% en mai aux USA (sa plus forte progression depuis près de 13 ans), et s'est établie, en avril, à son plus haut niveau depuis près de quatre ans en Chine.

Par pays, l'inflation varie entre 1,2 et 5,3% respectivement pour la Guinée Bissau et le Mali. Elle s'établit à 4% en Côte d'Ivoire, contre 1,3% pour le Sénégal et 3,8% pour le Togo (son plus haut niveau). Seuls le Burkina et le Niger enregistrent des baisses du taux entre avril et mai 2021.

UEMOA

## Le taux de croissance attendu à 5,6% en 2021

La reprise est amorcée dans les pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Sur le 1er trimestre 2021, la croissance s'est élevée à 3,1% en rythme annuel, après 1,8% au quatrième trimestre 2020. Un rebond de l'activité qui devrait conduire à une croissance de 5,6% sur 2021, soit le niveau moyen de la croissance économique ces dernières années hors année 2020 où la pandémie de la Covid-19 a ralenti l'économie à 1,5%.

Une reprise homogène dans tous les secteurs soutenue par la demande intérieure souligne la Banque centrale des Etats d'Afrique de

l'Ouest (BCEAO) lors de sa réunion du Comité de politique monétaire de la semaine dernière. « La bonne exécution des plans de relance,



le maintien des mesures de soutien budgétaire et monétaire ainsi qu'une amélioration de la situation sécuritaire » concourent également à la relance indique la banque régionale. A noter aussi que les

cours des matières premières non énergétiques exportées par l'UEMOA ont continué à s'apprécier au 1er trimestre 2021, en hausse de 5,1%, après une progression de 2,7% le trimestre précédent.

En revanche, comme souligné par la FAO cette semaine, l'indice des prix des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'union a grimpé de 19,4% au 1er trimestre après une hausse de 11,2% au trimestre précédent. Des produits alimentaires importés

plus chers mais toutefois les prix à la consommation se sont décélérés avec un taux d'inflation à 2,2% (contre 2,7%). En cause ? L'amélioration de l'offre régionale en céréales, légumes, tubercules et plantains qui a ralenti l'augmentation des prix des produits alimentaires.

Notons également que le déficit budgétaire a été ramené à 2,9% du PIB.

BURKINA FASO

# La colère monte face aux attaques djihadistes

**Pas une semaine ne passe sans qu'une marche ne soit organisée pour réclamer une réponse des autorités aux attaques djihadistes qui se multiplient.**

Depuis l'attaque djihadiste commise dans la nuit du 4 au 5 juin contre le village de Solhan dans le Nord-Est et ayant fait de 132 à 160 morts, les manifestations de colère se multiplient dans le pays. Tout juste une semaine après ce massacre, le plus meurtrier au Burkina Faso depuis le début des violences djihadistes il y a six ans, plusieurs milliers de personnes avaient manifesté à Dori, le chef-lieu de la région du Sahel où se trouve Solhan, pour dénoncer « l'inaction » des autorités.

## Les Burkinabè manifestent leur colère

Ce Samedi 3 juillet, d'autres manifestations aussi importantes ont eu lieu dans plusieurs villes des régions du Nord et du Centre-Nord. « Des morts et des morts, on n'en veut plus ! », « Non à l'insécurité grandissante » ou encore « On veut cultiver nos champs en paix », pouvait-on lire sur les pancartes brandies par les habitants en colère.

## Une plainte déposée contre l'État pour non-assistance

Ces rassemblements s'organisent à l'appel de l'opposition et de la société civile, qui ont décidé de ne pas rester les bras croisés.

Le Balai citoyen, qui a été à la pointe de l'insurrection populaire ayant abouti en 2014 à la chute du président Blaise Compaoré, n'a pas appelé à manifester, mais a déposé plainte contre le gouvernement pour « non-assistance à personnes en danger ». « La non-intervention du détachement militaire basé

à Sebba (15 km de Solhan) et la durée de l'attaque, qui a été d'environ 4 heures de temps, ont poussé le Balai citoyen à formuler cette plainte », a affirmé le mouvement. Il estime que le massacre de Solhan « constitue le symbole de l'incapacité notoire, voire de l'insouciance du gouvernement à protéger les populations contre le péril terroriste ». Le pouvoir du président Roch Marc Christian Kaboré « a consciemment fait le choix d'abandonner les populations à leur triste sort », a-t-il expliqué. « Face à cette trahison d'un gouvernement insouciant aux appels au secours de populations en détresse qu'il a l'obligation de protéger en tout temps et en tous lieux », le Balai citoyen a demandé à la justice d'en « tirer toutes les conséquences de droit ».

## Le président reprend en main les dossiers sécuritaires

Face à cette colère, le président Kaboré, au pouvoir depuis 2015 et réélu en 2020 sur la promesse de ramener la paix dans son pays, a annoncé cette semaine le limogeage des ministres de la Défense Chérif Sy et de la Sécurité, Ousséni Compaoré. Le chef de l'État, qui a demandé à l'opposition et à la société civile de « surseoir » aux manifestations prévues ce week-end, assumera lui-même le poste de la Défense.

« Un nouveau gouvernement est en place. Le remaniement ministériel intervenu ce 30 juin 2021 s'inscrit dans ma volonté de donner un nouveau souffle à notre engagement face aux défis majeurs de notre nation », a-t-il écrit sur ses comptes



Twitter et Facebook. Le président Kaboré avait déjà gardé ce portefeuille lors de son premier gouvernement en 2015, avant de s'en décharger quelques mois plus tard. À ses côtés, le colonel-major Aimé Barthélemy Simporé a été nommé ministre délégué, chargé de la Défense nationale.

## L'État pris entre deux logiques contradictoires

« Plus qu'un jeu de chaises musicales au sein du gouvernement, ce sont des mesures fortes, des actions concrètes sur le terrain que les Burkinabè attendent », estime l'analyste politique Drissa Traoré à l'AFP, qui ajoute : « Ce changement s'est fait sans conviction, il a fallu les mouvements d'humeur des populations et l'entrée en scène de l'opposition pour que le président procède à un remaniement du gouvernement dont l'efficacité laisse dubitatif. »

Le Premier ministre Christophe Dabiré a répondu qu'« aujourd'hui, notre peuple a besoin d'aller de façon unie contre le terrorisme et il ne faut pas qu'on se trompe d'ennemis ». « L'attaque de Solhan a servi de détonateur parce que cela a permis de mettre en évidence un certain nombre de dysfonctionnements au niveau de notre dispositif de défense et de sécurité », a-t-il reconnu. « C'est pourquoi le président Kaboré a repris les rênes du ministère de la Défense nationale [...] pour pouvoir procéder à une réorganisation interne de l'ensemble de nos structures chargées de la défense

et de la sécurité. »

Il veut croire que cette décision « extrêmement importante » permettra au chef de l'État « de renouer avec le peuple et de recréer la confiance indispensable pour assurer la sécurité des personnes et des biens ».

Sur le plan de la justice, il y a eu quelques avancées, notamment deux djihadistes présumés, dont le « chef d'une base terroriste », accusés d'avoir joué un rôle clé dans l'attaque du village de Solhan, qui ont été mis en examen pour « terrorisme », a-t-on appris de source judiciaire. « Après l'attaque terroriste perpétrée à Solhan, une enquête [...] a abouti à la présentation le 25 juin à la section antiterroriste de notre parquet de deux individus : Mano Tidjani alias Ali et Woba Dikouré », indique un communiqué d'Émile Zerbo, procureur du Burkina. « L'enquête démontre » que cette attaque « a été décidée le 21 mai [...] dans l'objectif de piller des biens, le pillage étant la principale source de financement du groupe auquel appartiennent les deux mis en examen », selon le procureur.

Il a confirmé que les deux djihadistes présumés sont membres d'une composante du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), affilié à Al-Qaïda, qui sévit dans plusieurs pays du Sahel. Et selon Christophe Dabiré, « les agitations politiciennes ont leur place dans le jeu démocratique de notre pays, mais quand le pays est en danger, il faut qu'on sache raison garder, se donner la main pour combattre l'ennemi ».

## Spirale de violences

Un message loin d'avoir convaincu. « Aujourd'hui, de

Dori à Kampti, de Dedougou à Diebougou, de Ouagadougou à Diapaga, les populations ont manifesté pour protester contre l'aggravation de la situation sécuritaire », a déclaré le chef de file de l'opposition, Eddie Komboïgo, se réjouissant, samedi, d'une « mobilisation gigantesque à travers le pays malgré les appels au boycott par le pouvoir ».

Des manifestations ont également eu lieu à Bobo-Dioulasso (Ouest), deuxième ville du pays, mais aussi à Ouahigouya, chef-lieu de la région du Nord, à Kaya, chef-lieu de la région du Centre-Nord et à Fada N'Gourma, chef-lieu de la région de l'Est, ces trois dernières régions étant parmi les plus frappées par les djihadistes. Le Burkina Faso est confronté depuis 2015 à des attaques de plus en plus fréquentes et meurtrières de formations djihadistes, dont le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (affilié à Al-Qaïda) et le groupe État islamique au Grand Sahara (EIGS).

Interrogé au téléphone par l'AFP, un manifestant de la commune de Madjoari, dans l'est du Burkina, a dit marcher « pour que les nombreux déplacés puissent retourner dans leur localité d'origine et vivre paisiblement ». « Ça fait plus d'un an que cette commune est sous blocus des groupes armés, personne ne peut y entrer ou en sortir. La vie y est devenue chère et nous ne voyons aucun espoir venir des autorités », a-t-il ajouté. Depuis 2015, les attaques au Burkina Faso ont fait environ 1 500 morts et contraint près de 1,5 million de personnes à fuir leurs foyers.

(Source : Le Point)

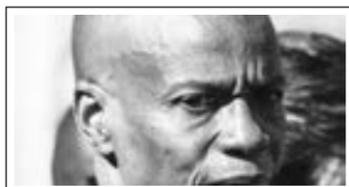
HAÏTI

# Le président Jovenel Moïse assassiné par un commando

**Le Premier ministre sortant a annoncé l'assassinat du président d'Haïti Jovenel Moïse par un commando dans la nuit de mardi à mercredi.**

Le président haïtien Jovenel Moïse, 53 ans, a été assassiné tôt mercredi matin 7 juillet. Sa résidence, en banlieue de Port-au-Prince, aurait été attaquée vers 1h du matin

par des hommes armés, a annoncé le Premier ministre sortant Claude Joseph dans un communiqué. « Vers 1h du matin, dans la nuit du mardi 6 au mercredi 7 juillet



2021, un groupe d'individus non identifiés, dont certains parlaient espagnol ont attaqué la résidence privée du président

de la République et ainsi blessé mortellement le chef de l'État », indique le communiqué.

Dans son communiqué, le Premier ministre sortant appelle aussi la population au calme, indiquant que la police et l'armée allaient assurer le maintien de l'ordre.

« La situation sécuritaire est

sous contrôle », assure-t-il.

Jovenel Moïse était au pouvoir depuis 2017. Sa légitimité était remise en question depuis plusieurs mois. L'opposition et la société civile réclamaient de nouvelles élections.

(Source : RFI)

CNO-TOGO

# L'Olympisme fait sensation à Pagouda

Le Comité National Olympique Togo (CNO-Togo) a célébré la Journée Olympique le 03 juillet dernier à Pagouda. Une journée marquée par de nombreuses activités dont des séances de sensibilisation, des démonstrations sportives et des partages d'expériences avec les jeunes de la localité.



C'est à Pagouda, dans la préfecture de la Binah, que la Journée Olympique 2021 a été célébrée. A l'occasion de

son élection en décembre 2020. « Permettez-moi de rendre un hommage mérité au Président du Comité National Olympique du Togo, Monsieur Deladem



Olympique du Togo pour tous les efforts déployés depuis son élection en décembre 2020. « Permettez-moi de rendre un hommage mérité au Président du Comité National Olympique du Togo, Monsieur Deladem

Togo, d'accrocher de nouvelles médailles olympiques et surtout une première paralympique », a déclaré le président du CNO-Togo. Au programme de l'évènement de Pagouda, l'histoire de la Journée



Akpaki, pour son dynamisme et les réformes engagées dans la gouvernance dudit comité. Je salue et encourage par ailleurs, son choix d'épouser la politique de décentralisation prônée par le Chef de l'Etat, en délocalisant l'organisation de cette Journée Olympique ici même, à Pagouda », a déclaré Dr. Lidi Bessi Kama lors de l'évènement.

Olympique a été racontée au public par Charles Panou, Directeur de l'Académie Nationale Olympique (ANO-TOGO). La présentation sur les Jeux Olympiques et le partage d'expériences a été assurée par la présidente de la Commission des Athlètes du CNO-TOGO, Sandrine Thiebaud-Kangni.

Elle est revenue sur sa carrière d'athlète avec le Togo, ses moments forts, sa motivation et ses expériences aux divers jeux.

« C'est une réussite. Nous avons sensibilisé les populations de Pagouda autour des trois piliers de l'olympisme. Nous avons échangé sur des thématiques intéressantes en lien avec le CIO et les Jeux Olympiques, surtout avec Sandrine Thiebaud-Kangni qui a fait un partage d'expériences. Elle a fait un témoignage de ce qu'elle a vécu en tant qu'athlète pour susciter chez les jeunes de Pagouda, le désir de pratiquer le sport de haut niveau et représenter un jour le Togo aux Jeux Olympiques. », a indiqué Victor Lamega, Directeur



cette journée, le CNO-Togo a fait découvrir l'olympisme à toutes les couches de la

jeunes de la localité. Avec la participation de Madame le Ministre des Sports et des



préfecture de la Binah à travers des valeurs dont l'Excellence, l'Amitié et le Respect. Malgré le contexte de la Covid-19, le CNO-Togo a eu à sensibiliser élèves, étudiants, athlètes sur les piliers de l'olympisme que

Loisirs, Dr. Lidi Bessi-Kama, cette journée a été marquée par un programme très riche en partage d'expériences. Le ministre des sports a saisi cette occasion pour féliciter le Président du Comité National

Sportif du CNO-TOGO.

« Nous sommes satisfaits, parce que tous les cantons de la préfecture de la Binah ont été touchés par cette Journée Olympique. Tous les critères de célébration de cette Journée ont été également respectés », se réjouit-il.

La Journée Olympique a été instaurée le 23 juin 1948 par le Comité International Olympique (CIO) pour commémorer la création le 23 juin 1894 des Jeux Olympiques modernes par Pierre de Coubertin. Elle est organisée chaque année dans tous les pays par les Comités Nationaux Olympiques pour célébrer l'Olympisme et ses valeurs fondamentales que sont l'Excellence, le Respect et l'Amitié.

Les valeurs olympiques ont pour but de contribuer à bâtir un monde pacifique et meilleur, en éduquant la jeunesse par le moyen du sport pratiqué sans discrimination.

Elles engagent l'humanité, les hommes et femmes venus d'horizons divers à cultiver la compréhension mutuelle, l'esprit d'amitié, la solidarité et le fair-play pour l'avènement d'un monde épris de paix et de tolérance.

LA NOUVELLE  
**TRIBUNE**

Récepissé No 0546/31/05/16/  
HAAC  
Djidjolé - Batomé, von après  
Maison Suzanne AHO, en face  
de l'église EAC-TOGO  
Tél : 90 03 83 30 / 98 01 82 02  
www.lanouvelletribune.net

**Directeur de la Publication**

Elom K. ATTISSOGBE  
Tél : (+228) 91 90 48 04 /  
98 01 82 02

**Rédacteur en chef**

Nicolas EDORH

**Rédaction**

Elom ATTISSOGBE  
Nicolas EDORH  
Béatrice AGBODJINOU  
Isidore AYEKO

**Infographie**

La Nouvelle Tribune

**Impression**

SDR

**Tirage**

1000 exemplaires

**Taux 0%**  
**2 MOIS DE SALAIRE NET**  
**REMBOURSEMENT : 12 MOIS**  
**Disponible en 24h**

\* Offre soumise à conditions



# PRÊT SCOLAIRE

LA RENTRÉE AVEC LE SOURIRE

DU 1<sup>ER</sup> JUILLET AU 31 OCTOBRE 2021



**La Banque Autrement**  
<https://togo.coris.bank>

